

vinrent augmenter le champ de l'activité commerciale. En même temps, l'expansion commerciale a pu trouver un fort stimulant dans les progrès de l'achat à terme. L'extension d'un crédit trop grand aux cultivateurs et le maintien de prix artificiels ont encouragé et stimulé la production excessive des produits agricoles. Les affaires se sont trouvées dans l'engrenage de l'expansion économique constante, avec des répercussions dans les hauts prix de l'immeuble et des valeurs. Comme d'ordinaire, le prix des produits devint de beaucoup trop élevé pour le coût de la production.

El résultat de ce gonflement et de cette prime sur l'avenir une surproduction excessive et une expansion immodérée des moyens de production, qui accumulèrent, entre les mains du consommateur, des amas de produits, non encore payés pour la plupart. A un moment, la quantité en fut si considérable qu'il ne fallait plus songer à en offrir d'avantage sur le marché ni en disposer aux prix courants. Le mécanisme des affaires et de la finance en fut bloqué. Il arriva ce qui devait arriver, la chute des prix: les premiers produits affectés furent les denrées, puis vinrent l'immeuble et finalement les titres. Les engagements basés sur les prix antérieurs se convertirent en pertes, le crédit s'en trouva atteint et les emprunts furent paralysés. La situation s'aggrava aussi du fait de ce que le capital fut grevé par les pouvoirs publics qui l'entamèrent considérablement pour se livrer à des dépenses et un gaspillage extravagants.

Tout ceci se résume d'un trait: erreurs de rajustements. Et c'est pourquoi la crise que nous traversons actuellement a surgi pour corriger ces erreurs. Nous expions nos fautes économiques passées, nous honorons nos dettes passées, nous ranimons nos emprunts paralysés. Nous avons connu la surproduction, et nous rétablissons maintenant l'équilibre entre la production et la consommation. Les prix de maints produits, tels le cuivre, le coton, le blé, la laine, se sont gonflés. Maintenant ils se dégonflent. D'abord les prix des matières premières et de plusieurs produits agricoles étaient trop élevés, comparés à ceux des produits ouvrés. Maintenant le prix des matières premières est de beaucoup trop bas, dans bien des cas, comparés à ceux des produits achevés, et les produits agricoles se vendent bien en bas de la moyenne, comparés à la plupart des articles manufacturés. En général, les prix de détail ont rejoint le niveau des prix de gros, et le coût de la vie reste élevé, comparé aux prix offerts au producteur sur la vente en gros de ses produits. C'est le cours ordinaire des événements, causé par les efforts du détaillant qui veut circonscrire ses pertes.

Il importe de corriger ces erreurs dans le rajustement des prix avant d'espérer reprendre le cours normal des affaires. Les affaires consistent en achats et en ventes, et tant que le marché ne sera pas redevenu normal, tant que des chutes pourront s'effectuer dans les prix de détail des produits achevés et des marchandises, les affaires resteront en stagnation.

En ceci, rien de neuf. Nous avons connu d'autres "périodes nouvelles", en 1907, en 1893 et en 1873, par exemple, que l'on pourrait très bien rapprocher de la nôtre. L'intensité de la crise seule diffère.

Il est décourageant de constater, toutefois, que les expériences passées ne nous aient rien appris. Toutes les fois que des paniques sérieuses ont eu lieu, on a toujours essayé les discours comme remède à la situation. Les clubs des "rayons de soleil" et des "affaires comme d'ordinaire", des périodes passées, tout futiles qu'ils soient, se sont de beaucoup trop multipliés depuis deux ans. On pourrait en dire autant des remèdes essayés contre les gonflements excessifs des prix, par d'autres gonflements et par des "injections de crédit".

Quand passe une crise, des parasites sociaux et d'autres organismes nuisibles infestent les corps politiques. Actuellement plusieurs variétés de socialisme nous menacent; nous rencontrons encore de nombreux chercheurs de panacée qui, de bonne foi, s'imaginent, à l'aide de méthodes connues d'eux seuls, pouvoir stimuler les affaires, sans qu'il soit besoin de corriger les erreurs fondamentales de rajustement qui nous affligent.

Nous devrions en particulier nous mettre bien en garde contre les menées insidieuses de l'inflation et du système de l'indemnité de chômage. On commence par des dépenses de plusieurs millions de dollars en travaux publics sous prétexte de donner de l'emploi. On accepte ce principe que des gages élevés ramèneront la prospérité des affaires. Poussé dans ses conclusions logiques, ce principe demanderait d'augmenter actuellement les gages indépendamment de la productivité de la main-d'œuvre ou des recettes dans les affaires. On propose ensuite l'adoption d'un vaste système d'assurance-chômage, aux frais de l'Etat. Toutes ces tentatives ne sont, en dernière analyse, qu'autant de moyens pour gagner la partie, et qui ne changent en rien les conditions fondamentales. On n'arrive ainsi qu'à augmenter le fardeau des taxes, et l'argent ne fait que changer de gousset.

Il est temps, pour nous, de faire l'inventaire de notre situation. Nous devons étudier les causes de la présente crise, en vue de prévenir ou d'atténuer, pour l'avenir, une autre menace semblable. Nous devons apprendre, pour en instruire la génération qui suivra, la futilité